Communiqué de Presse

Unité de Communication de l'Assemblée parlementaire

Réf: 361f08
Tel: +33 3 88 41 31 93
Fax : +33 3 90 21 41 34
pace.com@coe.int
internet: www.coe.int/press

COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

47 membres

Albanie
Allemagne
Andorre
Arménie
Autriche
Azerbaïdjan
Belgique
Bosnie-Herzégovine
Bulgarie
Chypre
Croatie
Danemark
Espagne
Estonie
Finlande
France
Géorgie
Grèce
Hongrie
Irlande
Islande
Italie
Lettonie
"l'ex-République yougoslave de Macédoine"
Liechtenstein
Lituanie
Luxembourg
Malte
Moldova
Monaco
Monténégro
Norvège
Pays-Bas
Pologne
Portugal
République tchèque
Roumanie
Royaume-Uni
Russie
Saint-Marin
Serbie
Slovaquie
Slovénie
Suède
Suisse
Turquie
Ukraine

Une Commission de l'APCE appelle les autorités chinoises et celles du Myanmar à lever les restrictions à l'aide humanitaire internationale

Strasbourg, 20.05.2008 - A l'ouverture aujourd'hui à Paris d'une audition sur le problème des réfugiés écologiques, la commission des migrations de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a exprimé sa tristesse et sa solidarité avec les familles des dizaines de milliers de victimes des catastrophes naturelles qui ont récemment dévasté des régions du Myanmar et de la Chine, et a appelé les autorités des deux pays à autoriser l'acheminement dans les zones touchées de l'aide massive qui est offerte.

« Les restrictions imposées aux travailleurs humanitaires et au matériel étrangers accroissent le risque de famine et de maladies pour des milliers de personnes » a déclaré la Présidente de la commission, Corien Jonker (Pays-Bas, PPE/DC). « Le peu d'aide que les pays asiatiques voisins ont été autorisés à apporter, ne suffira pas à secourir tous ceux qui en ont désespérément besoin. Il est essentiel que les autorités des deux pays lèvent de toute urgence les restrictions imposées à l'accès de l'aide humanitaire internationale dans les zones dévastées. Aucun effort ne doit être épargné pour éviter une deuxième vague massive de décès ».

Lors de l'audition sur les réfugiés écologiques, il a été souligné que le changement climatique est une menace aussi importante pour les populations, la planète et la paix, que le terrorisme international. D'après le rapport actuellement élaboré par Tina Acketoft (Suède, ADLE), « la dégradation de l'environnement se solde par de vastes mouvements de population qui peuvent être sources d'instabilité et provoquer des situations de conflit et des guerres. Pour éviter cela, les pays européens devraient être en première ligne et traiter les problèmes liés à l'environnement ».

D'après les participants, 60 000 décès dus à des catastrophes naturelles liées au climat sont enregistrés chaque année. Le nombre de blessés est encore beaucoup plus important, sans compter le nombre considérable de personnes déplacées qui atteint des centaines de millions. Selon les mêmes spécialistes, la Banque mondiale et d'autres institutions financières devraient créer un fond de 20 milliards de dollars pour aider les pays en développement à faire face au changement climatique. Les participants ont souligné qu'aujourd'hui le changement climatique, les migrations et les menaces qui pèsent sur la paix ainsi que les interactions entre ces phénomènes, figurent au premier rang des préoccupations internationales.

L'Assemblée comprend 318 membres issus des parlements nationaux des 47 Etats membres.
Président : Lluís Maria de Puig (Espagne, SOC) - Secrétaire Général de l'Assemblée : Mateo Sorinas.
Groupes politiques : PPE/DC (Groupe du Parti populaire européen); SOC (Groupe Socialiste); GDE (Groupe des Démocrates européens) ; ADLE (Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe); GUE (Groupe pour la Gauche unitaire européenne).